

*l'Anti*capitaliste

n°701 | 28 mars 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



UN LOGEMENT

POUR

TOU·TE·S

MAINTENANT!

ZOOM

Palestine. Empêcher la guerre génocidaire par l'arrêt de l'armement

Page 2

INTERNATIONAL

En Turquie, enjeux et défis des élections municipales

Page 4

ARGUMENTS

L'Otan, une alliance impérialiste autour des États-Unis

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Lila parent d'élève élue FCPE dans le 93

Page 8

Édito

La tuerie du Crocus City Hall et la guerre de l'info

Par FABIENNE DOLET

Près de 140 personnes ont trouvé la mort, le 22 mars, au Crocus City Hall à Krasnogorsk, non loin de Moscou, dans des circonstances dramatiques. Un attentat — le plus meurtrier contre des civils en Russie depuis vingt ans — revendiqué le jour même par l'EI (État islamique). Pour les familles des victimes, à cette tuerie s'ajoute le cynisme du pouvoir russe et des médias à sa botte. Englué depuis des jours dans ce qui pourrait s'apparenter à un mensonge d'État, le pouvoir a d'abord parlé de « terrorisme international » en pointant l'Ukraine. Plusieurs médias russes ont relayé de nombreuses fausses informations en ce sens tout au long du week-end. L'Ukraine de son côté a démenti, laissant entendre que Moscou avait fomenté l'attentat pour mieux l'accuser et justifier ses offensives. Une guerre peut en cacher une autre ! Celle de l'information, en l'occurrence.

Lundi 25 mars, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, restait prudent sur les responsabilités, tout en déclarant que la lutte contre le terrorisme « nécessite une coopération internationale totale » mais « n'existe pas du tout ».

Le directeur des services secrets russes, le FSB, accuse de son côté les services de renseignement ukrainien et occidentaux d'avoir facilité l'attentat du Crocus City Hall. Il n'est pas complètement établi que l'État islamique au Khorassan, qui visait la Russie dans sa propagande depuis des semaines, soit l'auteur de l'attentat. Le gouvernement américain avait néanmoins alerté début mars les autorités russes de la menace qu'il faisait peser.

Vladimir Poutine admet que l'attentat a été commis par des « islamistes radicaux », mais « ce qui intéresse [les Russes], c'est le commanditaire », en sous-entendant qu'ils pourraient avoir un lien avec l'Ukraine. Des fronts militaires au front de la com' et de l'info, la vérité est bien difficile à établir. Ces batailles, comme les attaques militaires qui redoublent sur Kyiv, vont à l'encontre de l'intérêt des peuples, des travailleurEs, contre toute possibilité d'autodétermination et de démocratie.

Bien dit

Ce n'est pas en s'attaquant à des individus qu'on anéantit une lutte. Tant qu'elle est profondément juste, elle continuera d'exister.

ALIX, militante antibassines

ISMAËL HALISSAT, « Sainte-Soline : "Les gendarmes ont brisé mes os, mais ils n'ont brisé aucune de mes convictions" », Libération, 24 mars 2024.

LOGEMENT Stop à la spéculation, personne ne doit dormir dehors

La fin de la trêve hivernale prend une gravité particulière. Depuis 2020, le covid et l'inflation, les propriétaires, les bailleurs, l'État ont été obligés de mettre la pédale douce sur les expulsions locatives. Non pas qu'ils aient arrêté les procédures juridiques. Non ! Ils ont retardé l'application des décisions de justice en ne leur prêtant pas le concours de la force publique par crainte d'une explosion sociale. En 2024, la donne a changé et tout concourt pour une politique gouvernementale brutale.

La crise du logement est à son paroxysme : à la crise traditionnelle qui frappe les plus précaires, et que rappellent chaque année les chiffres du mal-logement de la Fondation Abbé-Pierre, il faut ajouter celle de l'immobilier capitaliste... en berne !

Plus de sans-abris, moins de logements sociaux

Il n'y a jamais eu autant de mal-logéEs, de demandeurEs de logement social ; il n'y a jamais eu autant de personnes à la rue. La Nuit de la solidarité, qui a pris Macron au mot, recense chaque année celles et ceux qui dorment dans la rue : 3492 sans-abris pour la seule région parisienne, en augmentation de 16% par rapport à 2023, avec un nombre d'enfants en hausse de 20% ! Mais le gouvernement n'en a que faire. Ce qui le préoccupe le plus, c'est la crise de l'immobilier. La hausse des matières premières, de l'énergie, des taux d'intérêt pour des prêts immobiliers ont fait chuter la demande de constructions neuves qui n'ont jamais été aussi peu nombreuses. Et ce qui assurait aux entreprises des commandes régulières, à savoir le logement social, n'est plus au rendez-vous. Depuis 2017, Macron a tapé dans les caisses des bailleurs (avec le RLS, la TVA, livret A...) entraînant la production de logement sociaux à son plus bas. À peine 85 000, en recul par rapport à 2022, et très loin de ce qu'il faudrait pour répondre aux besoins.

Hausse des impayés de loyers et des expulsions

Alors que l'inflation du prix du gaz et de l'électricité s'est répercutée sur les loyers et les charges locatives (+ 3,5% en 2023 et + 3,5% en 2024), les ménages ont été frappés par la hausse des prix des denrées alimentaires (jusqu'à 20%). Le gouvernement a été contraint de mettre en place des « boucliers tarifaires » censés amortir le choc... et éviter une explosion sociale... en plein mouvement des retraites. Aujourd'hui, c'est fini ! Tous les bailleurs ont constaté une hausse de plus de 10% des impayés de loyers et, mécaniquement le nombre des

expulsions locatives va augmenter. 2022 a été une année record avec 35 000 personnes mises à la rue, et rien n'a été fait pour qu'il en soit autrement en 2023. Et, en 2024, 140 000 personnes sont menacées d'expulsion selon la Fondation Abbé-Pierre.

Kasbarian veut relancer le capitalisme immobilier

Terminés les ministres issus de la « gauche macroniste » (Patrice Vergriete et Olivier Klein, juste là pour faire illusion dans les congrès de l'USH (le regroupement des bailleurs sociaux), place à une politique de classe décomplexée ! Et Kasbarian est arrivé.

Parfait ministre des propriétaires dans ce qu'il y a de plus rapace, avec sa loi antisquat et anti-locataires endettés. Pour Kasbarian-Attal, l'objectif c'est de relancer le capitalisme immobilier et les profits, pas de résoudre le mal-logement des plus modestes. Plus de tabous (supprimer les APL, par exemple...). Leurs premières déclarations sont claires : remise en cause de la loi SRU avec intégration des logements dits intermédiaires dans les logements sociaux ; priorité donnée au logement des classes moyennes (entendez, cadres supérieurs) ; facilitation de l'accès à la propriété (le pavillon, le rêve français !) ; simplification des procédures pour la construction et l'accès au crédit... Elisabeth Borne avait déjà largement engagé l'offensive en interdisant le relogement des prioritaires DALO dans les quartiers populaires.

Spéculation autour des JO

Cerise sur le gâteau, les Jeux olympiques. On parle de l'héritage de cette échéance pour les habitantEs des villes qui les supportent, en particulier les logements intermédiaires du village olympique. En fait d'héritage, des propriétaires récupèrent déjà leurs biens pour profiter de l'occasion qui s'annonce, quitte à mettre des familles à la rue. Même dynamique dans les résidences étudiantes, dans les hôtels qui hébergent à l'année. Expulsions des squats, des campements des migrantEs. Comble du cynisme, habituellement les préfets n'expulsent pas les familles avec enfants avant la fin de leur scolarité, mais cette année pas question d'attendre juillet, JO obligent. Le bal des expulseurs veut faire place nette à la spéculation immobilière. Quoi qu'il en coûte. Il y a urgence à se mobiliser !

JMB



Acturama



EPR, non merci ! Un bon millier de personnes, venues du Cotentin, de Lannion, de Nantes, de Rouen, de Tours, de Rennes, et même de Paris, ont manifesté samedi 23 mars, dans les rues de Caen pour clamer leur refus de voir mis en service l'EPR de Flamanville ! Parti du siège de l'ASN, le défilé a bravé la pluie et le vent glacial pour faire résonner la clameur antinucléaire, dont les échos parviendront certainement à celles et ceux qui reprendront la rue fin avril pour crier encore une fois : EPR, non merci !

© NPA



ÉDUCATION Le 30 mars, le 93 se soulève pour défendre l'école publique

La 4^e semaine de mobilisation a montré que la durée n'entame pas la détermination ni des enseignantEs ni des familles. Si le gouvernement ne donne aucun signe tangible de sa volonté de prendre en compte les questions désormais posées à l'échelle nationale d'un plan d'urgence pour le 93, le mouvement lui s'ancre.

Ce qui sous-tend cette mobilisation, c'est le refus de la discrimination imposée à la population du département le plus jeune et le plus pauvre. Et son expression s'élargit.

La reconduction de la grève

À l'appel de l'assemblée générale des grévistes, la grève a été reconduite après le 19 mars. Elle a été suivie par 40% des enseignantEs du second degré (chiffres du SNES 93), avec une nouvelle journée de manifestation en direction de Matignon jeudi 21 mars. Et,

la grève s'est poursuivie avec des variations selon les jours : moins forte le mercredi, journée non travaillée dans le premier degré dans le département et partiellement dans les collèges. Une opération banderoles, coordonnée avec la FCPE, sur les ponts du périphérique desservant le 93 a permis une visibilité à la fois par les usagerEs du périphérique, qui ont été nombreux à klaxonner leur soutien, et sur les réseaux sociaux. Le jeudi, le taux de grévistes était proche du mardi, de nouvelles écoles étaient fermées,

et ce sont 3 000 grévistes qui ont manifesté de Châtelet vers Matignon.

Contre les discriminations visant particulièrement les populations du 93

Jeudi a été également une journée forte de dénonciation et de solidarité. L'assemblée générale qui a suivi la manifestation a voté une motion revendiquant l'abrogation de la circulaire contre le port de l'abaya et du qamis, mesures islamophobes et racistes qui frappent nos élèves sur la base de leurs origine et religion supposées. De même que la revendication d'abrogation de la loi Darmanin pose le droit à l'éducation pour toutEs nos élèves quelle que soit leur situation administrative. Il est important d'affirmer que cette circulaire est un obstacle supplémentaire dans la scolarité des enfants soupçonnés d'être étrangerEs, voire une menace sur leur lieu de vie et d'étude. Ces discriminations sont contradictoires avec la confiance en soi et le sentiment d'appartenance à une collectivité indispensables pour les apprentissages.

Justice et vérité

Jeudi après-midi, de nombreux enseignantEs ont marché parmi les milliers de personnes qui, de La Courneuve à Aubervilliers, réclamaient « Justice et vérité »

pour Wanys et Ibrahim, tué et blessé gravement par la police qui a percuté leur moto dans une course-poursuite déclenchée par un refus d'obtempérer.

Pour les enseignantEs, il s'agissait bien sûr d'exprimer une solidarité avec les familles de leurs élèves, mais iels ont aussi conscience que ces deux jeunes ne sont pas les premières, et ne seront pas les dernières, victimes, si on ne pose pas les problèmes du racisme systémique de la police qui bénéficie d'une véritable impunité sur les violences exercées quotidiennement contre les jeunes des quartiers du 93. Enfin dimanche 25 mars après-midi, plusieurs milliers de parents se sont retrouvés devant la préfecture de Bobigny en présence de nombreux éluEs pour affirmer qu'iels reprennent à leurs compte les revendications du plan d'urgence et d'abrogation du décret concernant le « choc des savoirs », en particulier les groupes de niveaux.

En l'absence de réponse du gouvernement, la volonté d'augmenter le niveau de mobilisation est là : journée de grève et manifestation vendredi 29 à Bercy et manifestations coordonnées dans de nombreuses villes du département samedi 30 mars. La lutte continue!

Commission Éducation nationale
Lire aussi page 8.

No comment

La dépense publique a mille pères, mais l'économie publique est orpheline.

BRUNO LE MAIRE, Assemblée nationale, 26 mars 2024

Agenda

Samedi 30 mars, «Faire bloc» meeting juif international, Paris. À 13h, sur inscription : www.ujfp.org ou www.tsedek.fr

Samedi 30 mars, manifestation en solidarité avec la Palestine, Paris. À 14h, République.

Mercredi 3 avril, réunion publique - débat du NPA «Rassembler pour une gauche de rupture», Paris. À 19h30, Espace Mas, 10, rue des Terres-au-Curé dans le 13^e (métro Porte d'Ivry).

Mercredi 3 avril, Tour de France pour la santé, Paris. À 18h30, salle Ambroise-Croizat, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris 3^e (Métro République).

Samedi 6 avril, manifestation pour la libération de Georges Abdallah «40 ans de prison, toute une vie de combat!», Lannemezan (65). Infos : campagne.unitaire.gabdallah@gmail.com.

Samedi 6 avril, fête anticapitaliste «Pop culture et révolution», Limoges. Dès 16h, salle Édouard-Detaille, 6 rue Édouard-Detaille à Limoges. Théâtre, couscous, débats sur la Palestine et les luttes paysannes, concert de Chaotic Footstompers. Entrée libre. Organisé par le NPA avec Bolchegeek.

Samedi 13 avril, fête anticapitaliste du NPA 35, Rennes. De 15h à 23h, salle Carrefour 18, 7, rue d'Espagne, métro Fréville. À 19h meeting avec Christine Poupin.

Lundi 29 avril, rencontre librairie du NPA 18^e avec Ugo Palheta sur la révolution des Cillits au Portugal, Paris. À 19h30, au Rideau Rouge, 42, rue de Torcy, M^o Marx-Dormoy.

LES PROFS DU 93 TIRENT LA SONNETTE D'ALARME



PALESTINE Empêcher la guerre génocidaire par l'arrêt de l'armement

Le 25 mars, la première résolution favorable au « cessez-le-feu immédiat » a été adoptée au Conseil des Nations unies grâce à l'abstention des États-Unis. Un cessez-le-feu qui ne devrait s'appliquer qu'au mois de ramadan et se fait toujours attendre, malgré le bilan humain terrible des bombardements et de la stratégie de privation de nourriture.

Pourtant, le 12 février dernier, le secrétaire des Affaires étrangères de l'Europe, Joseph Borrel, avait expliqué que le chemin vers un arrêt des massacres était d'une certaine simplicité : « Si vous estimez que trop de gens sont tués, peut-être devriez-vous fournir moins d'armes afin d'éviter qu'autant de gens soient tués ». Cette logique est implacable d'autant plus que les stocks israéliens, notamment de munitions, s'épuisent assez vite vu la campagne sans précédent de bombardements effectuée depuis octobre. Sans munitions, Israël ne peut continuer sa guerre, et sa production intérieure ne suffira pas. Un moyen matériel est donc d'empêcher l'envoi d'armes à l'État d'Israël.

Au vu du droit international et des lois sur le commerce mondial de l'armement, Israël ne devrait pas être livré en armes. Le commerce des armes suit certes les lois du capitalisme mais il passe par les États, et ces mêmes États contrôlent les ventes. Plusieurs pays — dont la France — ont signé le traité sur l'armement qui empêche de vendre des armes à des régimes qui les utiliseront contre des civils. La France a déjà appliqué ce traité à la Russie en 2014 (avant les sanctions et la guerre en Ukraine) et à la Turquie en 2019

(mais pas à l'Arabie saoudite, par exemple). Depuis le verdict de la CIJ (Cour internationale de Justice) fin janvier, aucun pays ne devrait vendre des armes à Israël.

Qui envoie des armes à Israël ?

Selon la base de données sur les transferts d'armes de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, 68% des importations d'armes d'Israël entre 2013 et 2022 provenaient des États-Unis, qui sont donc le fournisseur principal. Et 28% proviennent d'Allemagne. Le reste, en volume, devient très faible pour plusieurs pays dont le Canada, le Royaume-Uni, l'Australie et même la France. La part de la France dans les licences d'exportation d'armement est assez négligeable (15 millions d'euros de livraison en 2023, par exemple).

Le soutien militaire à Israël se manifeste bien plus par des complicités sous la forme de partenariats avec des groupes militaires israéliens. Cela permet de soutenir Israël sans avoir à leur vendre directement des armes. Les principales firmes d'armement israélien s'appellent Elbit Systems, IAI (Israel Aerospace Industries) et Rafael. À elles trois, elles forment le cœur du système d'armement

israélien qui exporte en outre énormément à l'international : 12 milliards de dollars en 2023. La plupart des complicités des industries d'armement se font donc par des accords de coopération avec ces trois entreprises.

Stop Arming Israël

Cette complicité lors d'un génocide n'est clairement pas acceptable. Sous la pression de plusieurs campagnes, le Canada a indiqué qu'il ne vendrait plus d'armement à Israël (un faible volume) ainsi que l'Australie. Pour la complicité, la société japonaise Itochu Corporation a annoncé le 5 février qu'elle mettrait fin à son partenariat avec Elbit Systems d'ici à la fin du mois de février, en citant notamment la CIJ. Le Danemark a été mis sous pression ainsi que les Pays-Bas pour ne plus exporter de pièces détachées d'avions de combat qui seront utilisés par Israël. La campagne Stop Arming Israël d'origine palestinienne pointe les différentes entreprises dans le monde qui participent à ces complicités. Organisée autour du blocage des livraisons d'armes sur les ports, ses actions se manifestent aux sièges des compagnies directement. Ainsi, en France, il est temps de mettre la pression sur les entreprises d'armement françaises comme Safran (comme cela a été fait le 11 mars à Malakoff), Thales, ou encore Dassault ou encore Eurolinks à Marseille devant lequel est prévue une action le 1^{er} avril. Sans armes, pas de massacres. Stop Arming Israël!

Édouard Soulier

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur **L'Anticapitaliste.org**

L'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

**Directeur
de publication :**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction :**
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SOUDAN

Face à la guerre, la solidarité s'organise

Dans le déchaînement de la guerre entre les deux fractions rivales, les jeunes à travers les réseaux issus des comités de résistance, fournissent l'aide humanitaire aux populations.

Voilà près d'un an que les Forces armées soudanaises (FAS), dirigées par Al-Burhan, et les Forces de soutien rapide (RSF en anglais), avec à leur tête Hemedti, après avoir fomenté ensemble un coup d'État, se mènent une guerre entraînant le Soudan dans l'abîme.



Al-Burhan. WIKIMEDIA COMMONS

Crise humanitaire

Les victimes restent les populations civiles. Beaucoup ont fui les zones de combat comme dans les deux villes jouxtant la capitale Khartoum où les FAS ont réussi à reconquérir Omdurman et tentent de gagner Bahri occupée par les RSF. Ceux qui n'ont pu s'échapper subissent les bombardements et les violences des soudards des deux camps. Les Nations unies estiment que plus de huit millions de personnes sont déplacées et 20 millions manquent de nourriture, situation pouvant déboucher rapidement sur « la pire crise alimentaire au monde ». D'autant que les belligérants repoussent toute idée de trêve ou de mise en place de corridor humanitaire permettant l'acheminement de denrées et de médicaments. Al-Burhan refuse obstinément l'entrée de l'aide via le Tchad pour les populations du Darfour.

Salles d'urgences

Chevilles ouvrières de la révolution soudanaise, les militantEs des comités de résistance continuent leur activité à travers les actions de solidarité. C'est ainsi que des salles d'urgences sont installées à travers le pays jouant à la fois le rôle d'hébergement transitoire, de salle de soins et de cantine. Le financement de ces structures délocalisées est assuré par des donateurs à l'intérieur du pays et par la diaspora via des applications bancaires mobiles comme Bankak. Ainsi, l'arrêt d'internet a des graves conséquences empêchant les approvisionnements. Les RSF à Khartoum ont coupé le réseau pour obliger les techniciens à le rétablir au Darfour, une de leur place forte. Les bénévoles de ces groupes de base, souvent des jeunes sont la cible aussi bien de l'armée que des RSF. Ils sont accusés d'aider le camp adverse et surtout connus pour avoir été des activistes contre la dictature.

La persistance de la révolution

Ces groupes de base, à travers leurs réseaux, permettent de répondre aux besoins des populations, comme organiser des exfiltrations de familles dans les zones où les combats font rage, trouver un électricien pour une installation défectueuse, du carburant pour des ambulances ou des groupes électrogènes alimentant des centres de santé. Ils commencent timidement à recevoir des fonds des grandes organisations humanitaires. Ces structures répondent à la défaillance de l'État. C'était déjà vrai avec les comités de résistance à l'époque où Burhan et Hemedti dirigeaient le pays, ça l'est encore plus aujourd'hui. Ces structures autogérées symbolisent la permanence de la révolution soudanaise et apparaissent comme une alternative crédible à cette élite soudanaise violente et corrompue.

Paul Martial

TURQUIE Enjeux et défis des municipales

Fatigué d'un énième scrutin qui ne change finalement rien dans la vie quotidienne des travailleurEs, les citoyenNEs s'apprentent à aller voter pour élire cette fois-ci les maires et conseillers municipaux en Turquie le dimanche 31 mars 2024.

Pour ces élections municipales, l'enjeu principal est, du côté du bloc au pouvoir islamo-nationaliste, de reconquérir les principales métropoles, dont Istanbul et Ankara.

Reconquérir Istanbul

Le président Erdogan avait été jusqu'à annuler et renouveler le scrutin d'Istanbul lors des municipales précédentes de 2019 face au risque de perdre l'administration de cette mégapole de 16 millions d'habitants. La municipalité d'Istanbul qu'Erdogan avait remportée lors des élections de 1994 avait été non seulement importante pour sa propre ascension mais aussi pour celle de mouvement islamiste en Turquie, notamment au niveau du développement d'un capital islamique grâce aux énormes ressources financières de la municipalité. Ainsi après avoir perdu en 2019 Istanbul et Ankara face aux candidats de l'opposition, il est crucial pour Erdogan et son bloc de se réappropriier ces mairies. Pour le moment, le maire actuel d'Istanbul, Ekrem Imamoğlu, semble pouvoir l'emporter face



Le président Erdogan. WIKIMEDIA COMMONS

au poulain d'Erdogan, Murat Kurum, ancien ministre de l'Environnement.

Un nouveau parti islamiste

Toutefois un nouvel acteur, le Nouveau Parti de la prospérité (YRP), émerge dans l'éventail politique de la droite islamo-conservatrice. Si Erdogan reste le leader incontesté pour la moitié de la société, son parti, l'AKP devenu un foyer d'arrivistes, est frappé par une perte de légitimité. Cet affaiblissement du parti profite donc à des formations plus radicales comme le YRP. Mais, contrairement à d'autres formations qui restent docilement dans l'orbite politique d'Erdogan, l'YRP qui avait

obtenu 2,6% aux législatives de 2023 et cinq députés (grâce à son alliance avec le bloc d'Erdogan), ose aujourd'hui défier le Réis. Pour ces municipales, l'YRP a refusé de se joindre à cette alliance et concurrence ainsi l'AKP dans des dizaines de villes, avec un discours plus islamique, plus social et plus intransigent dans le soutien à la Palestine. En intégrant des déçus de l'AKP au niveau des administrations locales, l'YRP risque non seulement d'emporter des mairies dirigées par l'AKP mais aussi de faire perdre Istanbul au bloc d'Erdogan en n'appelant pas à voter pour M. Kurum et en présentant son propre candidat. « Nous ne sommes pas un parti qui n'existe que pour faire gagner l'AKP », a déclaré récemment le vice-président de l'YRP.

Les Kurdes et l'opposition

Quant au mouvement kurde, sous son nouveau nom, le DEM Parti, il remportera très probablement la grande majorité des mairies dans la région kurde au sud-est du pays, comme cela a toujours été le cas. Mais, depuis plusieurs années, quasi tous les maires du mouvement kurde sont destitués

(et une grande part, incarcérés) avec l'accusation d'être en lien avec le terrorisme. À leur place sont nommés des administrateurs pro-Erdogan. Concernant les villes de l'ouest, le DEM Parti a longtemps cherché à nouer une alliance avec le CHP (principal parti de l'opposition) qui serait officiellement reconnu et déclaré, et dans le cadre de laquelle il obtiendrait des acquis concrets (mairies de district, conseillers municipaux...), contrairement aux scrutins précédents où les Kurdes n'avaient quasiment rien eu en contrepartie de leur soutien, très souvent déterminant. Sous la pression de sa base en faveur d'une politique plus autonome vis-à-vis de l'opposition, le DEM Parti, en l'absence d'un accord satisfaisant, a donc présenté ses propres candidats dans quasiment toutes les villes et districts de l'ouest, sans pour autant mener de campagne active. Il conserve ainsi sa visibilité dans le jeu électoral mais sans concurrencer activement les candidats de l'opposition afin de ne pas faire gagner l'AKP.

Cependant, la gauche radicale est encore une fois très divisée lors de cette campagne, et les alliances à géométrie variable entre les diverses formations peuvent changer de district en district.

Uraz Aydin

USA Offensive réactionnaire contre le contrôle des naissances

Après avoir réussi il y a deux ans à renverser l'arrêt Roe vs. Wade qui assurait la protection fédérale du droit à l'avortement, par la décision de la Cour suprême et après avoir adopté des restrictions à l'avortement dans plusieurs États qui ont pratiquement éliminé l'avortement, la droite préconise aujourd'hui l'élimination des pilules contraceptives.

P prétendant défendre les femmes qui pourraient être lésées par la contraception hormonale, et arguant qu'ils protègent également la dignité des femmes et la famille, les médias sociaux de droite ont lancé une campagne visant à mettre fin à la « sexualité récréative ». Selon eux, l'élimination de la pilule contraceptive est une question féministe, bonne pour le corps et l'âme des femmes.

Offensive contre la «sexualité récréative»

Les arguments idéologiques de la droite contre la pilule, comme ceux contre l'avortement, sont formulés en termes de défense de la famille et des femmes elles-mêmes. La fondation conservatrice Heritage Foundation déclare que «...les conservateurs doivent montrer la voie en redonnant à la sexualité sa véritable raison d'être et en mettant fin à la sexualité récréative et à l'utilisation insensée de la pilule contraceptive ».

Charles Rufo, militant de droite, affirme que « la pilule cause des problèmes de santé à de nombreuses femmes. Le « sexe récréatif » explique en grande partie pourquoi nous avons tant de familles monoparentales, ce qui favorise la pauvreté, la criminalité et les dysfonctionnements. Le but du sexe est de créer des enfants — c'est naturel, normal et bon ». Une commentatrice de droite, s'exprimant sur X, suggère que la pilule contraceptive a souvent causé aux femmes de graves problèmes psychologiques et conduit à des relations sexuelles récréatives souvent « sans amour et dégradantes ». Elle affirme qu'il

devrait y avoir « un mouvement féministe pour réapprivoiser le sexe et lui rendre son danger, son intimité et ses conséquences ». De cette façon, dit-elle, les femmes peuvent « renouer avec la plénitude de notre nature incarnée ». Les politiciens républicains ont repris ces arguments et certains proposent de restreindre ou d'interdire la pilule.

80% des électeurEs jugent «très importante» la protection de la contraception

Il est peu probable que la plupart des femmes adhèrent à cet argument. La pilule contraceptive a été largement utilisée depuis 1960 par des dizaines de millions de femmes au cours des 60 dernières années, et bien qu'elle ne soit pas la meilleure forme de contraception pour toutes les femmes, et qu'un pourcentage relativement faible de femmes souffrent d'effets indésirables, la pilule a permis aux femmes de prendre le contrôle de leur propre vie. On parle souvent de la pilule en termes de « révolution sexuelle », mais elle a fait partie intégrante du mouvement de libération des femmes. La pilule, largement utilisée par les femmes célibataires ou mariées, a permis aux femmes de planifier leur carrière et leur famille et, oui, d'avoir des relations sexuelles pour le plaisir quand elles le souhaitent. Les femmes de la classe ouvrière et les femmes pauvres n'ont plus eu à avoir des enfants qu'elles ne pouvaient pas se permettre de prendre en charge, ou des enfants si nombreux qu'elles étaient submergées par le travail domestique et émotionnellement épuisées. La plupart des adolescentes ont leur premier rapport sexuel



à l'âge de 16 ou 17 ans, mais certaines plus tôt, et c'est pourquoi les parents essaient souvent de les protéger contre les grossesses non désirées en prenant des dispositions avec un médecin pour qu'elles prennent la pilule contraceptive.

Un récent sondage national réalisé par Americans for Contraception, dont le New York Times s'est fait l'écho, a révélé que 80% des électeurEs ont déclaré que la protection de l'accès à la contraception était « très importante » pour eux, et que même parmi les Républicains, 72% considéraient le contrôle des naissances d'un œil favorable. Pourtant, les politiciens républicains tenteront probablement de restreindre l'accès aux pilules contraceptives. Ce mois-ci, dans l'État de l'Arizona, les Démocrates ont présenté un projet de loi visant à protéger l'accès à toutes les formes de contrôle des naissances, mais les Républicains l'ont rejeté. Les femmes et leurs alliés devront rester sur leurs gardes face à une nouvelle atteinte à leur liberté.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

L'OTAN, UNE ALLIANCE IMPÉRIALISTE AUTOUR DES ÉTATS-UNIS

Créée en 1949 par les USA, l'Otan (Organisation du traité de l'Atlantique nord) fait partie d'un dispositif autour du nouvel impérialisme dominant, qui avait pour objectif d'organiser militairement les pays alliés contre la menace communiste. Un traité du même type était signé en Asie, l'OTASE¹, un pacte d'assistance militaire, l'ANZUS² ainsi que des traités bilatéraux avec le Japon et la Corée du sud. L'évolution du rôle de l'Otan illustre celle du monde, car les questions militaires sont la continuation de la politique par d'autres moyens. **Historique réalisé par Patrick Le Moal.**

De la création de l'Otan à la chute du mur : une coalition anticommuniste

En 1945, la préoccupation des capitalistes est la révolution en Chine³, en Yougoslavie et l'avancée de l'URSS de Staline prête à avoir la bombe atomique, qui a annexé les trois États baltes, une partie de la Pologne et de la Finlande, Kaliningrad, et organisé un glacis protecteur avec l'Allemagne de l'Est, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Bulgarie.

La guerre froide commence dès 1947, le plan Marshall, programme US de reconstruction de l'Europe, veut placer l'Europe de l'Ouest du bon côté, face au « défi sans cesse plus arrogant d'un communisme international soutenu par la puissance soviétique »⁴. L'Otan est une alliance militaire dans laquelle les signataires « conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre tous »⁵. Face à l'URSS, c'est l'instrument militaire de l'affrontement politique, doublé d'activités clandestines, d'opérations de subversion, alors que les USA ont une supériorité nucléaire et un leadership incontesté dans le monde capitaliste. Jusqu'à la crise des missiles de 1962⁶, le complexe militaro-industriel US fournit plus de 75% des armements.

Limitation des armes nucléaires
À la fin des années 1950, à la guerre froide succède la coexistence pacifique entre l'Otan et l'URSS, avec un début de discussion sur la limitation des armes nucléaires qui se sont diversifiées et relativisent la géographie dans les choix stratégiques. L'essor économique de l'Europe en fait une concurrente des USA. La décolonisation fait émerger les pays « non alignés » parmi lesquels l'Inde, l'Indonésie, Cuba, la Yougoslavie qui vont constituer, de la conférence de Bandung en 1955 à celle d'Alger en 1972, un groupe avec lequel il faut compter. La France est membre fondatrice de l'Otan, dont le siège est à Paris, avec nombre de bases US dans le pays, en échange d'une aide militaire et budgétaire pour mener la sale guerre d'Indochine. La victoire vietnamienne de Diên Biên Phu en 1954 et le début

de la guerre de libération algérienne relativisent la force de l'impérialisme français. Les USA s'opposent à l'expédition coloniale franco-britannico-israélienne en Égypte en 1956 contre la nationalisation du canal de Suez.
Retrait de la France de l'Otan
Le régime gaulliste organise alors en 1966 un retrait de l'organisation militaire de l'Otan, fait évacuer toutes les installations, purge les cadres de l'armée et construit une force de « dissuasion » nucléaire (bombe A en 1960). Ce tournant reçoit évidemment l'appui de l'URSS krouchtchévienne et donc du PCF, et le régime en tirera bénéfice en 1968. La réintégration dans le commandement militaire de l'Otan, poursuivie par tous les gouvernements depuis 1995, est effective en 2009. La course aux armements continue durant les années

1970. En 1982, selon l'Otan, il y a 4 700 armes nucléaires en Europe, dont 2700 pour les soviétiques, qui ont deux fois plus d'avions, trois fois plus de chars... chiffres discutables mais donnant une idée de la situation lors de l'effondrement du bloc soviétique.
1 – Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est, ou traité de Manille, incluant, outre les USA, la France, le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, les Philippines, la Thaïlande, le Pakistan, dure jusqu'à la fin de la guerre du Vietnam en 1977.
2 – Toujours en vigueur entre les USA et l'Australie.
3 – La République populaire sera proclamée en 1949.
4 – Communiqué Otan 16 décembre 1957.
5 – Article 5 du traité de l'Otan.
6 – Face à l'envoi de missiles soviétiques à Cuba, de soldats et sous-marins, les États-Unis envisagent de riposter, jusqu'au recul des soviétiques en échange du retrait des missiles US de Turquie et d'Italie et l'engagement US de ne pas envahir Cuba.

La redéfinition impériale de l'Otan

Le pacte de Varsovie, coalition militaire de l'URSS, est dissous en 1991, puisque l'adversaire communiste est à terre. L'Otan assure pourtant sa pérennité en... se trouvant de nouvelles missions. Deux périodes se succèdent.

Entre 1990 et 2000, la part des dépenses de défense dans le PIB des quatre plus grandes nations européennes diminue d'un tiers, et aux USA de 45%. La majeure partie des forces étrangères présentes en Allemagne sont retirées. Dans les années 2000, il reste entre 150 et 200 charges nucléaires. La France met fin au service militaire en 2001.
Traités avec l'ex-URSS
L'Otan engage un processus d'intégration des pays d'Europe de l'Est, et des négociations avec la Russie, avec des accords en 1994 et 1997. Également en 1994 sont signés les traités concernant les anciens pays de l'URSS possesseurs d'armes nucléaires, notamment l'Ukraine, alors troisième puissance nucléaire, qui accepte sous la pression des USA et du Royaume-Uni de céder à la Russie 176 missiles intercontinentaux et 1500 ogives nucléaires, en échange de la garantie d'intégrité territoriale!

Talibans en 2021 ; en 2009 elle mène une opération contre la piraterie au large de la Somalie ; en 2011 elle soutient militairement les rebelles libyens contre Kadhafi. L'Otan est le bras armé des opérations utiles à l'impérialisme.
Russie et Chine désignées comme des menaces
À partir de 2014, la guerre du Donbass et l'annexion de la Crimée provoquent une évolution importante. En sus des objectifs antérieurs, la Russie est désignée comme la menace la plus directe, en 2022 est ajoutée la Chine, comme un des acteurs en compétition systémique « qui portent atteinte à nos intérêts, à notre sécurité et à nos valeurs, et qui cherchent à fragiliser l'ordre international fondé sur des règles »². Une nouvelle course aux armements est engagée, une majorité de pays membres augmentent leurs dépenses d'armements, pour atteindre de 2% du PIB. La présence militaire est renforcée dans les États Baltes et en Pologne (4 500 en 2018, en augmentation), la capacité de la défense antimissile balistique est développée, comme les forces d'intervention rapide. En outre, un nouvel élargissement de l'Otan est réalisé, avec l'entrée de la Finlande et la Suède. Les États-Unis, en compétition avec la Chine, ont réussi en Europe à regrouper dans leur alliance militaire la quasi-totalité du continent.

Parallèlement, l'Otan définit plus largement la notion de sécurité, y intègre la prolifération des armes de destruction massive, la cybersécurité, la rupture des approvisionnements en ressources vitales ou la lutte contre le terrorisme, auxquels elle ajoute les migrations irrégulières¹. Des accords de coopération sont signés avec des pays de la Méditerranée et du Golfe, et l'Otan engage des opérations militaires. En 1999, elle bombarde la Serbie pour « défendre » le Kosovo ; à partir de 2003 elle dirige la Force d'intervention en Afghanistan (130 000 hommes en 2011) qui échoue avec la victoire des

1 – Ce qui autorise une collaboration avec Frontex pour repousser l'arrivée des migrantEs en Europe.
2 – Déclaration du sommet de Madrid, au cours duquel étaient présents les pays liés aux USA en Asie.

Carte de l'expansion historique de l'Otan en Europe

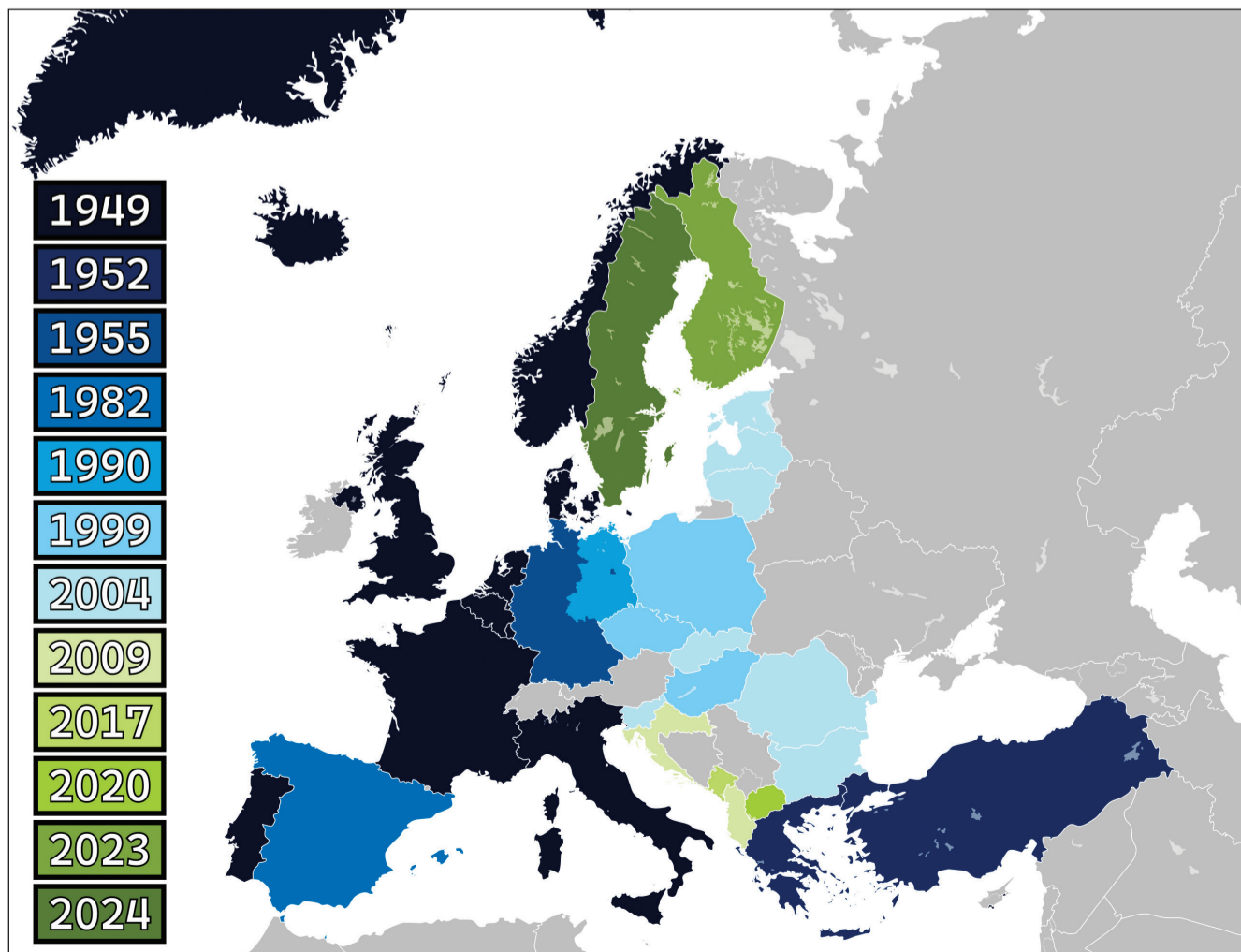


PHOTO THÈQUE ROUGE / TAOUS

LGBTI

Face à l'offensive anti-trans au Sénat, résister, contre-attaquer!

Mardi 19 mars 2024, le groupe LR du Sénat, emmené par Jacqueline Eustache-Brinio, a présenté un rapport issu de leur groupe de travail sur « la transidentité des mineurs » (sic). Sans surprise, les analyses comme les préconisations sont transphobes.

Les Républicains avait constitué un groupe de travail à moitié clandestin, qui a travaillé dans l'opacité totale, et sous le contrôle officieux des psychanalystes réactionnaires Céline Masson et Caroline Eliacheff, membres de l'Observatoire de la Petite Sirène, en première ligne contre les droits des personnes trans.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Interdiction des transitions

Le fond du rapport est clair : il y aurait une épidémie d'autodéclarations de transidentité chez les mineurEs aujourd'hui, une véritable « contagion sociale », poussée par des « transactivistes » aux intentions douteuses. Les préconisations qu'il contient sont simples : bloquer toute transition des mineurEs de moins de 18 ans, refuser de leur reconnaître le moindre droit.

Au nom de la santé des enfants et d'une imaginaire vague de « détransitions » à venir, le rapport demande l'interdiction des bloqueurs de puberté pour les enfants trans, pourtant sans danger et loin d'être systématiques, et des traitements hormonaux. Il réclame également l'interdiction des chirurgies de réassignation sexuelle, alors qu'elles ne sont pas pratiquées sur des mineurs... Il encourage d'ailleurs à bloquer les transitions avant 25 ans, reprenant le mythe de l'absence de maturité du cerveau avant cet âge.

Mobiliser contre l'offensive réactionnaire

Les interdictions ne se limitent pas à la question médicale. Eustache-Brinio veut également en finir avec la transition sociale (changer de prénom, de pronom, de coupe de cheveux, de vêtements, etc.), et mettre fin à la circulaire Blanquer (pourtant pas très radicale) à l'école. Il s'agit de maintenir de force les jeunes trans dans le genre assigné à la naissance, en clair de les renvoyer « au placard » en les y enfermant, de les rendre invisibles pour stopper « l'épidémie ».

Tout l'enjeu est maintenant de construire l'unité pour défaire cette offensive réactionnaire. Même rejetée au Parlement, cette proposition de loi va être l'occasion d'un matraquage médiatique permanent, comme au temps du Mariage pour touTEs. Plus que jamais, les Pride ces prochaines semaines et l'ExistTransInter en octobre sont des échéances militantes à construire.

Sally Brina

SOCIAL MortEs au travail : l'hécatombe continue

En septembre 2023, le gouvernement engageait une campagne intitulée « Stop aux accidents du travail graves et mortels », rappelant que deux personnes décèdent chaque jour au travail – sans compter le secteur public – tandis qu'une centaine d'autres sont blessés gravement, et jugeant ces chiffres « inacceptables »¹.

La mobilisation des familles de victimes, conjuguée au travail de longue haleine de quelques lanceurs d'alerte et syndicalistes, a contribué à faire de la mort au travail un sujet politique plutôt qu'un fait divers. Macron et Cie se sont donc emparés du sujet, avec leurs méthodes habituelles : une campagne de com' mettant sur le même plan les employeurEs et les salariéEs, sommés d'être vigilantEs et de respecter les procédures. Comme si les travailleurEs décidaient de leur plein gré d'utiliser des machines non conformes, de travailler à plusieurs mètres de hauteur sans protection, ou de ne pas recevoir de formation avant d'être affectés à des tâches dangereuses ! Le terme même « d'accident » du travail est indécent, quand on sait que les tribunaux reconnaissent, dans plusieurs milliers de dossiers chaque année, la faute inexcusable de l'employeur.

Le gouvernement culpabilise les travailleurEs

Hormis ce bla-bla culpabilisant pour les travailleurEs, le



gouvernement n'a pris aucune mesure pour faire diminuer le nombre de mortEs au travail. Pire, il poursuit son travail de sape méthodique des institutions susceptibles de prévenir les risques professionnels. À l'inspection du travail, 10 % des postes

ont été supprimés entre 2017 et 2023. Et sur les 2000 restants, 400 sont vacants, faute de recrutements suffisants. Après avoir supprimé les CHSCT et réduit le nombre de représentantEs du personnel, Macron envisage un nouveau tour de vis au nom de la

« simplification administrative ». Les travailleurEs n'auraient plus de déléguéE dans les entreprises de moins de 50 salariéEs, et les prérogatives des CSE seraient considérablement réduites en dessous de 250 salariéEs (par exemple, fin de la possibilité de faire réaliser une expertise en cas de risque grave pour la santé et la sécurité). Et avec un cynisme sans borne, il a tenté l'automne dernier de faire les poches aux victimes en réduisant leur indemnisation via la loi de finance de la Sécurité sociale, avant de rétro-pédaler.

Forte augmentation en 2024

Sans surprise, l'hécatombe continue, voire s'amplifie. Les accidents du travail mortels recensés par l'inspection du travail sont en très forte augmentation depuis le début 2024 : 80 en janvier-février, contre 54 au cours de la même période l'année dernière et 47 en 2022. Les causes de ce massacre sont largement documentées, notamment la sous-traitance en cascade ou le recours aux contrats précaires (les intérimaires et les apprentiEs sont deux fois plus touchés que la moyenne des travailleurEs). Il serait aisé de prendre des mesures efficaces... si l'on acceptait de remettre en cause les modèles économiques qui font les profits des Bouygues, Vinci, Eiffage, etc. Leur politique nous tue, sciemment. Pour notre camp, il est vital d'en changer.

Correspondant

1 - <https://travail-emploi.gouv.fr/sante-au-travail/stop-aux-accidents-du-travail-graves-et-mortels/>

ÉCOLOGIE Un an après, la lutte contre l'accaparement de l'eau continue

Un an ! Le 25 mars, et quelques jours avant, de multiples initiatives ont été organisées afin de fêter l'anniversaire de la manifestation de Sainte-Soline.

L'occasion de rappeler ce qu'il s'est passé auprès du chantier de cette mégabassine du sud des Deux-Sèvres et dans le même temps de poursuivre le combat contre l'accaparement de l'eau par l'agrobusiness.

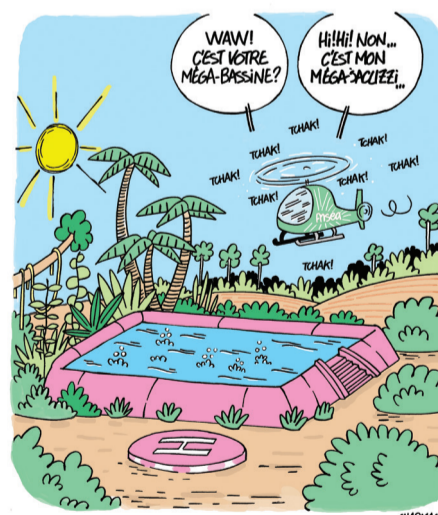
« On va tout fêter »

5 000 grenades, un déploiement policier surdimensionné, une répression féroce. Mais aussi 25 000 personnes rassemblées à Sainte-Soline. D'un côté un État qui frappe, de l'autre une mobilisation populaire de masse cherchant à sauver le climat et à imposer une autre gestion de l'eau et de l'agriculture.

Aussi, plusieurs actions ont été organisées, dans de nombreux départements. Commémorations pour les blessés, diffusions de films, débats, et même des boums devant des préfectures et/ou des gendarmeries le lundi soir avec le mot d'ordre « On va tout fêter ! »



DR



Une lutte globale

La lutte contre les mégabassines se poursuit et s'articule à celle des paysanNEs, notamment de la Conf', qui depuis des semaines enchaînent blocages, réunions et actions coup de poing. En Charente, par exemple, la SCACHAP, immense base logistique de Leclerc, a été bloquée pendant 36 heures au mois de février.

Quelques jours plus tard, la Conf' participait, en lien avec le collectif « Charente Palestine » et BDS, à une action de boycott et d'informations devant un magasin Carrefour pour dénoncer à la fois l'agriculture productive et le colonialisme israélien. Bien sûr, à chaque fois, les militantEs anti-bassines sont là, comme de nombreuxEs syndicalistes,

des Gilets jaunes, des militantEs politiques, comme celles et ceux du NPA, de LFI, de ÉELV ainsi que des libertaires. C'est une preuve supplémentaire que lutter contre l'accaparement de l'eau fait partie d'une vision globale de la société, égalitaire, où la valeur d'usage l'emporte sur la valeur marchande.

D'autres actions sont prévues et le point de mire est clairement le mois de juillet et la manifestation internationale qui se déroulera dans le Poitou une fois de plus, les 20 et 21 juillet 2024. Après Sainte-Soline 1 et Sainte-Soline 2, nous devons réussir à être encore plus nombreuses et nombreux.

Correspondant

En bref

Écologie La Crem'arbre sauvée de la préfecture et d'ATOSCA.

La détermination de la ZAD de la Crem'arbre l'emporte sur les mensonges et le passage en force de la préfecture et d'ATOSCA. L'Office français de la biodiversité a confirmé que le site de la Crem'arbre est classé à fort enjeu environnemental et ne peut être défriché avant le 1^{er} septembre 2024. 37 jours d'une incroyable résistance des écureuilLES et des militantEs au sol face à l'acharnement répressif ont permis cette victoire. Un encouragement pour porter un coup définitif au projet de l'A69.

Correspondant

Culture

TÉMOIGNAGE Dans l'oreille du cyclone, de Guillaume Meurice

Éditions du Seuil, 2024, 176 pages, 16 euros

On entend souvent cette phrase : « Aujourd'hui, on ne peut plus rien dire ». En vrai si, on peut toujours tout dire, seulement il y a des choses plus risquées que d'autres et des plaisanteries plus dangereuses que d'autres. Et Guillaume Meurice l'a testé pour nous, comme d'autres humoristes l'avaient fait avant. Et comme un signe des temps qui se durcissent, cette fois-ci, la « mauvaise blague » a conduit l'auteur à une convocation policière dans les locaux de la police judiciaire. C'est cette aventure qui nous est racontée!



Prépucegate

Quand le dimanche 29 octobre, on écoute en direct la chronique de Meurice, on retient bien sûr la blague-attaque sur Netanyahu, « cette sorte de nazi » mais on n'imagine pas du tout la suite, ce qui deviendra l'affaire du « prépucegate ». Certes, le contexte politique était déjà bien tendu. Après le massacre de Hamas perpétré le 7 octobre, en réponse l'État d'Israël intensifie sa guerre coloniale et se lance dans un massacre à grande échelle, en bombardant tous les jours la ville de Gaza, les mortEs se comptant par milliers. La répression est terrible, et rapidement on parle de guerre à visée génocidaire. De la part d'un humoriste politique, bien marqué à gauche, dans le sens des vraies valeurs humanistes, il n'y a pas de surprise, sa solidarité va vers un peuple opprimé qui lutte pour ses droits. Et il l'exprime comme il sait le faire, par un humour moqueur, ironique mais qui sonne très sérieux.

Dès le lendemain, dans les médias, d'abord les plus réactionnaires comme CNews et le délirant Pascal Praud, puis plus largement, la chasse est ouverte. Une occasion pour le pouvoir et ses serviteurs de dénoncer une blague prétendument antisémite. Meurice et plus largement sa bande de gauchistes de l'émission radio le Grand Dimanche soir se retrouvent sous une considérable pression.

La direction de France Inter s'en mêle évidemment, convoque l'humoriste et finit par le sanctionner d'un avertissement car le bougre a refusé de s'excuser.

Intimidation

Meurice nous décrit de l'intérieur cet emballage. Avec humour bien sûr, en relativisant. Car au même moment, il avait une autre urgence, la tuyauterie de son évier était bouchée. Mais surtout (plus sérieusement), pendant la « polémique », chaque jour, des GazaouiEs étaient sous les bombardements sans fin du gouvernement israélien, tués ou contraints au déplacement. Il est important de raconter cet épisode d'intolérance des défenseurs inconditionnels d'Israël, ce coup de pression pour intimider et faire taire toute contestation politique, toute solidarité envers les opprimés. Alors que le chroniqueur était dans le viseur, en même temps, les manifestations de soutien au peuple palestinien étaient interdites, des militantEs réprimés, des partis comme LFI ou nous, le NPA, menacés de plaintes pour « apologie du terrorisme ». Ce livre est un témoignage utile de l'évolution de la société vers un autoritarisme très inquiétant.

Philippe Poutou

Librairie La Brèche
★ la-breche.com
▶ 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil ▶ 01 49 28 52 44

ESSAI Comment bifurquer. Les principes de la planification écologique, de Cédric Durand et Razmig Keucheyan

La Découverte, coll. Zones, 2024, 20,50 euros.

Cédric Durand et Razmig Keucheyan explorent ce que pourrait impliquer une vraie « bifurcation », c'est-à-dire une transition vers un écosocialisme. Les deux auteurs affichent d'emblée la nécessité d'une rupture avec un « capitalisme industriel, productiviste et consumériste [qui] n'est pas compatible avec la préservation d'écosystèmes vivables pour les humains » tout en mettant à juste titre en garde : « changer de système ne se fait pas en claquant des doigts ».

Limites planétaires et délibération sur les besoins

La première partie de l'ouvrage traite de la crise écologique et souligne l'impuissance du marché à y faire face. Quant aux interventions actuelles de l'État, elles visent essentiellement à « verdir » l'existant sans modification réelle de la structure productive et du mode de satisfaction des besoins. Il est en fait nécessaire de politiser l'économie ; le capitalisme sait d'ailleurs parfois le faire en cas de guerre en fixant à l'appareil productif des objectifs en nature (des canons, des tanks...). La transition écologique suppose de prendre en compte les « limites planétaires » : pour ne pas épuiser les écosystèmes, il faudra des choix fondés sur une hiérarchie des besoins politiquement définie.

Les besoins sont le sujet de la deuxième partie. « Le capitalisme fabrique des besoins qui nous conduisent dans le mur » par la publicité et l'obsolescence. Il est nécessaire que ce ne soit plus la production qui gouverne les besoins mais l'inverse. « Les besoins doivent devenir matière à délibération démocratique ». Les auteurs fournissent des principes permettant de distinguer entre besoins artificiels et besoins réels ; le besoin réel est défini comme tel par la personne sous réserve que sa satisfaction soit compatible avec deux principes : soutenabilité au regard des équilibres écologiques et égalité. Reprenant des débats économiques de la première moitié du 20^e siècle, Durand et Keucheyan reviennent sur la viabilité d'une planification économique non monétaire, en nature combinant optimisation des conditions de vie et efficacité technique. Et affirment sa possibilité.

Processus démocratique

La troisième partie vise à adosser la future planification écologique à l'existant, c'est-à-dire à des instruments et expériences imparfaits ou partiels mais qui fournissent des « germes du possible ». Les expériences passées de planification visaient à accélérer la croissance économique, « aujourd'hui, il faut planifier la



décroissance de l'impact biophysique des activités humaines ». Les auteurs insistent sur le fait que, durant la « période spéciale » de transition, l'emploi devra être garanti, non seulement pour ceux qui sont en emploi mais aussi pour les chômeurEs. La quatrième partie tente de répondre à la question : « gouverner par les besoins, mais comment ? ». Il s'agit de conjurer le risque de « dictature sur les besoins par des bureaucraties ». Les auteurs utilisent l'expression de « fédéralisme écologique » pour nommer le processus démocratique d'expression et de décision au niveau le plus bas possible tout en s'assurant que sont respectés les principes de soutenabilité et d'égalité. À cette fin un échelon central sera amené à intervenir.

Et le refus des classes dominantes ?

Ce livre a le mérite d'aller au-delà des slogans pour explorer les voies d'un futur souhaitable même si Marx s'est toujours refusé à « faire bouillir la marmite de l'avenir ». Certains passages sont plus fastidieux, voire d'une utilité discutable. On aurait pu également souhaiter que la question des inégalités, entre Nord et Sud et au sein de pays du Nord, soient évoquées moins rapidement. Enfin, la façon dont sont présentées les conditions politiques et sociales de la transition vers l'écosocialisme pose problème : elle renvoie à une analyse discutable des classes sociales et élude les capacités de refus et de résistance des dominants acharnés à préserver leurs profits et privilèges.

Henri Wilno

Et chaque mois, **l'Anticapitaliste** la revue

Le n° 154 est disponible
Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Vie du NPA

RÉUNION PUBLIQUE Combattre l'extrême droite : à Béziers, une réussite

À l'initiative du nouveau comité NPA Béziers, une réunion-débat s'est tenue le 23 mars avec pour thème : « Comment combattre l'extrême droite ? ». Notre camarade Ugo Palheta, auteur de nombreux ouvrages sur le sujet, était mis à contribution pour donner des éléments de réponse.

Une telle réunion publique un samedi de 17 heures à 22 heures dans le fief de Robert Ménard était déjà un véritable défi. Malgré un calendrier chargé (meeting Palestine la veille, meeting LFI contre le RN à la même heure à Montpellier...), 80 personnes se sont retrouvées à la Cimade de Béziers, un lieu d'échanges militants.

Stop à la ménardisation

Comme l'ont rappelé à la tribune nos camarades biterrois, la ménardisation de Béziers est insupportable : politique sécuritaire (vidéosurveillance généralisée et police municipale surdimensionnée), gestion ultralibérale (disparition des services publics et autoritarisme municipal). Mais aussi idéologie ultraréactionnaire de défense de l'ordre moral (uniforme à l'école, misogynie municipale avec imagerie sexiste de



la femme, croisade anti-LGBTI décomplexée...) et provocations assumées (crèche religieuse dans les bâtiments publics, salon de la sécurité à la médiathèque...). Sans oublier, bien sûr, l'ADN de l'extrême droite : chasse aux migrants et soutien total à la guerre du gouvernement suprémaciste de Netanyahu contre le peuple palestinien (placardé au front de la mairie).

De Béziers à Perpignan

Les témoignages concrets de travailleurEs municipaux et de militantEs syndicaux, politiques ou associatifs (Solidaires, CGT, PCF, les Rosies, la Cimade...) ont démasqué cette politique mortifère. Les enjeux vont bien au-delà de la ville de Béziers. Car cette politique a vocation à s'étendre à tout le pays : notre camarade Josie de Perpignan a

confirmé que le maire Louis Aliot menait une politique similaire. Les interventions dans la salle lors du débat ont confirmé l'urgence de réagir collectivement. En fin de réunion, l'appel à regrouper toutes les forces disponibles pour combattre l'imposture sociale de l'extrême droite et défendre les libertés publiques a été entendu par les 80 participantEs.

Prochaine échéance le 23 avril

Plusieurs se sont inscritEs pour participer à un collectif local contre l'extrême droite. Et rendez-vous a été pris pour le 23 avril où, à l'initiative de la CGT, une grande manifestation regroupant syndicats, partis et associations aura lieu à Béziers. Un appel auquel le NPA s'associe avec enthousiasme. La soirée s'est poursuivie par des discussions à la buvette ou aux stands du NPA et des JA. Elles se sont prolongées jusqu'à 22 heures autour d'un « banquet antifa », un repas préparé par l'atelier cuisine de la Cimade, qui a réuni 60 convives. Bref, une initiative réussie, bien appréciée des participantEs. Dorénavant, le NPA est un acteur reconnu du mouvement de résistance locale. **CorrespondantEs**

ÉDUCATION «Tous les parents et professionnels étaient conviés pour montrer notre désaccord avec cette réforme et notre soutien au plan d'urgence 93»

Entretien. *Lila a trois enfants, un fils en première en section européenne à Paris, une fille en troisième au collège Marais de Villiers à Montreuil dans le 93, et une fille en primaire. Elle a toujours été engagée dans la FCPE et est parent d'élève élue au collège. Elle explique les raisons de la mobilisation des parents.*

Pourquoi les parents se sentent-elles et ils partie prenante de la mobilisation pour le plan d'urgence pour le 93 ?

Déjà, on constatait en tant que parent, avant même cette mobilisation, que cela s'était dégradé : avant on arrivait à avoir des profs remplaçants assez rapidement, même si parfois il fallait se mobiliser. Aujourd'hui, on a beau se mobiliser, faire des courriers, demander aux parents d'écrire, faire appel à nos députés... Cela ne fonctionne pas. Y compris pour des absences connues à l'avance, comme des profs qui partent à la retraite. Ma fille, par exemple, a eu 227 heures d'absences de professeurEs non remplacés au cours de l'année dernière ! Chose qu'on ne constatait pas du temps de mon fils qui est en première. Il y a une vraie pénurie d'enseignantEs. Est-ce que les gens n'ont plus envie d'être professeurEs, ou certainEs démissionnent ? Ce qu'on constate, c'est que ça devient très compliqué et ceux qui en pâtissent, ce sont nos enfants. En conseil d'administration, on constate des réductions constantes de DHG (dotation horaire globale). Cette année, par exemple, on n'a pas d'assistante sociale, pas de médecin scolaire (cela fait un moment) ou encore un manque de 24 heures d'AESH. On est quand même dans un collège en REP, dans un quartier où les élèves peuvent rencontrer des difficultés. Sans compter les questions de bâti : par exemple dans notre collège, il y avait des fuites dans la salle polyvalente et dans le CDI. Après plusieurs années, des travaux ont été effectués il y a un an. Et on a de nouveau des fuites ! Le fait d'être en réseau avec les autres établissements nous a permis de dire : « Ce n'est pas normal, on ne doit pas accepter ». Comme le fameux TikTok à propos du lycée Blaise-Cendrars. Cela nous interpelle sur des sujets qui devenaient presque normaux. Ce n'est pas un collège délabré, mais par rapport à des établissements parisiens, on est loin d'avoir le même confort.

Et sur le choc des savoirs ?

Les profs ont commencé à se mobiliser en février. À ce moment-là, les parents ne mesureraient pas les conséquences que cela pouvait avoir sur leurs enfants. C'est en faisant des réunions, en se mettant en réseau que certains parents sont « tombés de leur chaise », en prenant conscience de tous les impacts que pouvaient avoir les groupes de niveaux sur leurs enfants ! Pour nous, ce qu'il est vraiment important de défendre aujourd'hui, c'est la possibilité que les enfants soient ensemble, qu'ils puissent se nourrir chacun des compétences de l'autre. Une classe hétérogène, c'est une classe qui va soutenir tous les élèves. Ça, il n'y aura plus ! Et le



Visuels de la mobilisation réalisés par FRED SOCHARD

Une classe hétérogène, c'est une classe qui va soutenir tous les élèves. Ça, il n'y aura plus !

fait qu'il n'y ait plus de groupe classe... Ils sont petits, quand ils arrivent en 6^e c'est déjà très compliqué et on leur ajoute une deuxième couche. Ce n'est pas un climat de sérénité, de confiance pour travailler. Cette réforme va empêcher nos enfants de rêver, de penser leur avenir. Au moindre faux pas, ils vont être sanctionnés. Ils n'auront pas le droit à l'échec, pas le droit de se chercher, d'expérimenter.

Quelles actions ont été menées par les parents ?

Dans notre collège, on a fait pas mal d'affichages : au début des petits, et puis après on a pris tout un week-end pour faire une haie d'honneur devant le collège, avec beaucoup de slogans. Ce qui était bien, c'est que les enfants y ont participé et ça nous a permis de discuter avec eux, de savoir où ils en sont, ce qu'ils connaissent. C'était très moteur, ils avaient envie. On a fait deux journées « école déserte », très suivies. Pour cela, on a relayé auprès des parents, on a aussi été devant le collège pour expliquer, surtout aux troisièmes, parce que c'est intéressant de pouvoir les mobiliser également. On a fait une réunion parents-professeurEs. Et, à Montreuil, on a fait la marche au départ de tous les collèges, lycées et écoles convergeant vers le marché. Vendredi, il y avait un apéro festif devant la mairie où tous les parents et professionnels étaient conviés pour montrer notre désaccord avec cette réforme et surtout en notre soutien au Plan d'urgence 93. Et dimanche 24 mars, le rassemblement à la préfecture. On y a appelé les parents.

Comment organise la coopération entre parents et personnels de l'éducation mobilisés ?

J'ai toujours été mobilisée depuis plusieurs années. Cette année, j'ai constaté qu'il y a eu plus de liens et plus de communication entre les parents et les professeurEs. On a pu avoir accès à plus d'informations des professeurEs pendant les assemblées, voir des

défaillances qu'on ne voyait pas de notre côté. Et il y a eu un fil WhatsApp FCPE à l'échelle du 93 qui a permis de nous mettre en relation, d'avoir de l'information, de pouvoir être soutenuEs et se soutenir les unes les autres. C'est hyper-important de voir quel type de mobilisation il y a ailleurs.

Les réunions parents-profes, c'est vraiment nouveau pour notre collège. J'ai su que d'autres collèges le faisaient déjà. C'est toujours délicat parce qu'on parle du « devoir de réserve » des professeurEs, mais il y a aussi la défense des droits des enfants à avoir une éducation correcte. Et à un moment c'est un droit qui prime, le droit à l'éducation. Et cette année, ça a pris. On est beaucoup en relation avec les professeurEs et c'est vraiment bien. Le côté positif de cette mobilisation, c'est vraiment de pouvoir échanger sur les revendications des professeurEs, mais aussi les manifestations qu'ils font, les démarches qu'ils entreprennent. Ça nous permet d'expliquer aux parents pour quelles raisons les profs font grève, et ça a aussi un impact sur nos enfants.

Pour la FCPE et les parents, quelles sont les priorités à défendre pour l'école dans le 93 et ailleurs ?

Pour la FCPE 93, il y a les revendications du plan d'urgence tant sur le bâti que sur le nombre de professeurEs et autres personnels qui manquent sur le 93. Ça a l'air bête, mais c'est un minimum. On veut que nos enfants soient aussi bien dotés que les collèges et les lycées moyens. On ne demande pas plus, et qu'on n'ait pas une dotation qui baisse alors que sur Montreuil la population grossit. Dans notre collège, on a une dotation qui baisse d'année en année ! On a une fermeture de classe de 5^e qui est prévue à la rentrée. On a des établissements dans le 93 qui sont bien délabrés pour certains. Chez nous, par exemple, l'été ils ont chaud, l'hiver ils ont froid. Les enfants ont leur manteau en cours dans

certaines classes. Ça ce n'est pas possible ! Et puis bien sûr les non-remplacements des professeurEs, et du personnel globalement. On s'est habitué à avoir moins. Ça ne devrait pas être normal.

Quelles sont les étapes à venir ?

C'est un peu au jour le jour. Si on nous donne les moyens qu'on demande, nous on s'arrête demain. Mais on a l'impression que ça va durer. On est obligé de se battre pour nos enfants, ce n'est pas possible autrement. Notre ministre devait rencontrer des députés, mais elle a annulé le rendez-vous de lundi. On tenait beaucoup à cette audience. On devrait organiser une journée école déserte la semaine prochaine. Mais c'est encore en discussion parce que pour les parents ça devient un peu compliqué de s'organiser. Et il y a la question des justifications d'absence, dans certains collèges les directions n'acceptent pas. On est aussi mis sous pression. Il faut rassurer, parler, montrer qu'on fait corps et qu'on est vraiment tous ensemble pour que certains ne se retrouvent pas isolés. En fait, on est carrément dans une lutte des classes ! Il y a ceux qui auront les moyens d'accéder au mieux et ceux qu'on va abandonner, sur lesquels on ne va pas investir.

Propos recueillis par une correspondante Éducation

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

[lanticapitaliste.org](https://www.lanticapitaliste.org)
[NPA Lanticapitaliste](https://www.npa2009.org)
[L_anticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
[Lanticapitalist1](https://www.youtube.com/channel/UC...)
[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ?

Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

L'image de la semaine

REPRISE DES EXPULSIONS

